

Un mode d'emploi pour étrangler Israël

par Jean-Pierre Bensimon pour Objectif-info, le 21 novembre 2008

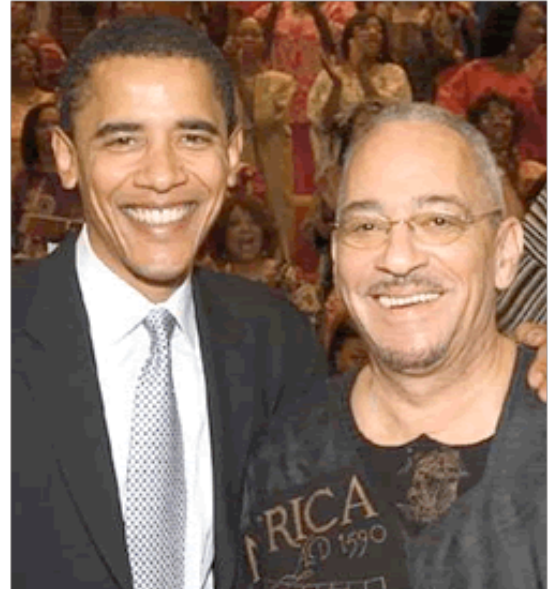


Par [Bensimon Jean-Pierre](#)

Thème : [Proche-Orient](#)

A l'issue de leur mandat les présidents américains bouclent leurs valises, recrus de travail et d'émotions, et pleins d'incertitude sur le verdict que posera l'Histoire sur la marque de leur passage. Ils sont à l'orée d'une nouvelle vie, mais ils laissent un héritage à leurs successeurs et au monde. C'est ainsi qu'en quittant la Maison Blanche, **Bill Clinton** fit présent à Israël d'une guerre dévastatrice, l'Intifada II, qui devait lui coûter plus de mille vies perdues dans des conditions atroces, des milliers de blessés et de familles meurtries ainsi qu'une succession de campagnes de haine antisémite ravageuse dans son environnement arabo-musulman, qui produiront leurs effets destructeurs des générations durant. Dans l'alléchante perspective d'un prix Nobel de la paix et avec sans doute les meilleures intentions, Clinton avait voulu forcer l'agenda de la paix et obtenir un règlement définitif avant le 20 janvier 2001.

Georges W Bush qui termine son second terme a eu la lucidité de renoncer au calendrier extravagant d'Annapolis mais il laisse derrière lui, c'est-à-dire dans la gorge d'Israël, un Hamas entré dans l'orbite iranienne et une solution à "deux états" propres à ranimer ad perpetuum le brasier de la violence. C'est lui qui a exigé que le Hamas puisse présenter ses candidats aux élections de 2006 de l'Autorité palestinienne, alors que n'ayant pas reconnu les accords d'Oslo, il n'était pas qualifié pour figurer dans le processus électoral. La "démocratie" devait primer. Et voila une population de plus d'un million d'hommes livrée à des jihadistes retors et fanatiques, cramponnés à leur base à quelques kilomètres des centres vitaux de l'état juif, en ordre de bataille.



Barack H Obama en compagnie du Révérend Jeremiah Wright

C'est aussi Georges W Bush qui a gravé dans le marbre à partir de 2002 l'engagement solennel de l'État américain d'aboutir à la création d'un État palestinien.(1) Généreuse attitude, vertueuse intention, mais qui négligeait la leçon de l'Histoire: les Arabes ont toujours mal réagi, par la guerre et la violence, aux propositions d'une paix définitive à deux États sanctionnant la pérennité d'Israël à leurs cotés. C'est ce qu'il est advenu en 1937 avec le plan Peel, en 1947 avec le plan de l'ONU, en 2000 avec le plan Clinton-Barak. Mais cette bombe à retardement qu'il a amorcée, Bush II ne l'a pas placée à la Maison blanche qu'il va quitter, ni dans la demeure qu'il va rejoindre pour des moments paisibles, mais à la porte sud d'Israël, les autres portes étant peuplées de figures guère moins menaçantes. Bush II et l'ineffable Condi auraient même l'intention de faire adopter par le Conseil de sécurité de l'ONU, une résolution d'adieu allant dans le sens d'une internationalisation de l'engagement pour un état palestinien. (2)

Le temps de **Barack Hussein Obama** va s'ouvrir dans quelques semaines. L'homme est une énigme. Dans les deux dernières décennies il a baigné tout entier dans l'acre atmosphère de Chicago, nouant des liens intimes avec la mafia locale (**Tony Rezco** fut son "leveur de fonds" aujourd'hui en prison), avec les milieux extrémistes "blacks" viscéralement anti-américains et antisémites (incarnés par le révérend **Jeremiah Wright** dont la devise était " *God damn america*"), avec des gauchistes ultra violents mal repentis comme **Bill Ayers** et *last but not least* avec la crème américaine du palestinisme et de la "résistance" au sionisme comme **Edward Saïd** et **Rachid Khalidi**. De surcroît, à la différence de ses prédécesseurs à la fonction présidentielle, Barack Hussein Obama n'a strictement aucune expérience du pouvoir, n'ayant dirigé en tout et pour tout que la revue juridique de Harvard, ce qui ne dispose pas, convenons-en, à évoluer avec aisance dans les figures complexes de la géostratégie internationale. Sa campagne électorale qui a porté la signature des plus grands maîtres contemporains du marketing électoral que sont **David Plouffe** et **David Axelrod** aura bien sûr dissimulé toute intention effective sur le dossier israélo-palestinien, s'il y en a une.

Voici donc un exercice purement spéculatif pour imaginer comment Obama pourrait s'y prendre pour en finir avec Israël, si comme ses lourdes fréquentations passées pourraient le laisser penser, il désirait aboutir à un tel résultat. Cette spéculation, une fois rapportée aux déclarations et aux mesures qui ne manqueront pas d'intervenir bientôt, pourrait faire office de grille de lecture des intentions véritables du projet présidentiel d'Obama.

Un tel plan s'organiserait vraisemblablement en deux phases. La première, présentée comme un dispositif d'urgence, serait

centrée sur la résolution du conflit. La seconde se donnerait comme objectif l'intégration d'Israël dans l'aire moyen-orientale en soulevant l'argument de consolidation d'une paix définitive.

Mesures de la phase I de résolution du conflit

- 1) Inscription de la résolution du conflit israélo-arabe au centre du processus d'apaisement de la zone moyen orientale, avec pour principe la solution à "deux États";
- 2) Inscription de la résolution du conflit israélo-palestinien en tête des priorités du mandat présidentiel une fois un consensus national américain recueilli sur ces priorités. (3) Il s'ensuivrait un encouragement à une plus grande diversité de la représentation des juifs américains pour limiter l'influence du discours sioniste dans la société (4) ;
- 3) Mise sous tutelle internationale de l'armement nucléaire israélien au nom de la dénucléarisation du grand Moyen Orient (5) ;
- 4) Multilatéralisation des pressions pour isoler Israël, obtenir un effet de levier international et une réduction de la latitude d'action des autorités israéliennes, le "Quartet" ou un succédané devenant l'instance centralisatrice des initiatives et pressions de la communauté internationale dans ce dossier;
- 5) Passage des Fermes de Shebaa sous autorité de l'ONU (6) puis cession des Hauteurs du Golan dans le cadre d'une grande négociation formelle avec la Syrie devant aboutir censément à son découplage d'avec l'Iran (7) ;
- 6) Priorité générale donnée à la solution à deux États par une décision internationale solennelle et mise en œuvre d'un système de pressions pour forcer Israël à lever ses dispositifs défensifs actuels dans son espace frontière occidental (élimination des check points pour permettre la "respiration" de la société palestinienne, évacuation des implantations pour assurer la "continuité et la viabilité" du nouvel État, évacuation de Tsaal de cette zone);
- 7) Reconnaissance d'un certain "droit au retour" des réfugiés palestiniens (8) ;
- 8) Intervention dans la vie politique israélienne pour renforcer le poids des partisans d'un agenda de concessions en échange de la paix (9);
- 9) Mise en question de la coopération militaire décennale arrêtée sous le mandat Bush II prévoyant le maintien d'un écart technologique entre Israël et ses voisins arabes;
- 10) Élaboration d'un système de sanctions économiques, commerciales et technologiques multilatéralisées (États-Unis plus Europe des 27) en cas de comportement "rigide", "nationaliste" ou "intégriste" des autorités israéliennes.

Mesure de la phase II d'intégration d'Israël dans l'aire moyen-orientale

Cette phase serait basée sur le principe d'une atténuation des écarts culturels, économiques et technologiques dans le périmètre d'Israël d'un côté, entre Israël et sa zone socio-géographique d'appartenance de l'autre, pour liquider tout germe de situation conflictuelle ultérieure.

Y contribueraient particulièrement:

- 1) La reconnaissance d'une large autonomie culturelle et d'administration de ce qui est encore la minorité arabe d'Israël (10) ;
- 2) Reconnaissance des principes "d'affirmative action" octroyant aux Arabes résidant en Israël un accès privilégiés aux études supérieures, aux emplois de haut niveau, à la fonction publique, aux différents grades de l'armée et aux fonctions gouvernementales
- 3) Abolition du droit au retour des juifs du monde entier, régulièrement revendiqué par les Palestiniens d'ores et déjà ;
- 4) Levée progressive des obstacles aux mouvements de population naturels (par mariage ou par immigration) entre Israël et son environnement ;
- 5) Adaptation des institutions pour assurer une représentation rigoureusement proportionnelle des composantes de la population au sein de tous les organes de l'état, de la base au cabinet et à la présidence de la république ;

6) Renvoi de la définition du principe national de l'État à des consultations périodiques des résidents d'Israël.

Un tel plan aurait l'aval du monde musulman (OCI), du monde arabe (Ligue arabe) et pourrait s'ajuster à la durée du mandat présidentiel de Barack Hussein Obama (2009-2012). Une substitution d'un pouvoir arabe au pouvoir juif interviendrait alors assez rapidement, transformant les Juifs de l'ancien État juif en communauté juive locale. Il signerait la fin des aspirations nationales des Juifs.

Ce scénario noir restera peut être une spéculation, mais il s'appuie sur des tendances à l'œuvre depuis des années dans les administrations Bush I, Clinton et Bush II, surtout dans la période du second mandat du président sortant. Le rapport Baker-Hamilton rendu en décembre 2006 aura été d'autant plus préoccupant qu'il émane d'une démarche commune des deux grands partis du Congrès américain. Il a manifesté avec brutalité une volonté américaine de s'évader du piège moyen-oriental, en prescrivant à Israël des obligations formidables sans le consulter et sans prendre en compte ses intérêts vitaux. C'est ainsi que la recommandation n° 16 impose sans autre forme de procès la restitution des Hauteurs du Golan. Une combinaison de rapports de ce genre, appuyés par une volonté présidentielle de jouer la carte de l'apaisement avec le monde arabe et l'Iran, pourrait parfaitement conduire au scénario décrit plus haut.

Mais la bureaucratie d'état américaine n'est pas omnipotente. L'obstacle le plus important au déploiement du scénario noir réside sûrement dans la popularité d'Israël aux États-Unis et dans la conviction largement répandue que les deux peuples sont unis par des valeurs communes et confrontés aux mêmes adversaires. Ce sentiment populaire s'incarne dans l'attitude de la classe politique aux différents niveaux de responsabilité. Il est vital pour le destin des aspirations nationales du peuple juif de cultiver cette précieuse alliance enracinée dans la population et en partie autonome des options des équipes qui se succèdent au pouvoir.

Notes

1 - Le 2 octobre 2001, 21 jours après le 11 septembre, Georges Bush évoque pour la première fois la création d'un État palestinien. Cette idée est confirmée officiellement le 24 juin 2002 et devient l'axe stratégique de la politique américaine au Proche-orient.

2 - Voir *Olmert and Livni Oppose Rice Initiative for UN Security Council Resolution* IMRA Aaron Lerner le 13 nov 2008 <http://www.imra.org.il/story.php3?id=41340>

3 - Deux conseillers de l'équipe de campagne de Barack Obama Brent Scowcroft and Zbigniew Brzezinski mettent la résolution du conflit israélo-palestinien en tête des priorités de la nouvelle présidence dans un article du Washington Post *Middle East Priorities For Jan. 21* du 21 novembre 2008 <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/11/20/AR2008112003008.html>. Ils proposent aussi la nomination d'un responsable permanent du suivi du processus de paix, une sorte de ministre d'Obama pour le conflit proche-oriental. Robert Malley, un autre conseiller présidentiel connu pour ses affinités palestiniennes fait exactement la même proposition dans sa contribution au Nouvel Observateur (voir note n° 9)

4 - Le projet est déjà activement mené par Georges Soros et Edgar Bronfman qui ont créé ensemble une nouvelle organisation juive J Street, destinée à modifier le positionnement des juifs américains jugés trop pro Likoud sur la question du Proche Orient.

5 - Un organisme américain, The Institute for Science and International Security dirigé par David Albright, présenté comme l'un des meilleurs experts internationaux des armes nucléaires et de la prévention de la prolifération vient de le proposer dans un rapport au président Obama. Voir *U.S. study urges Obama to press Israel over nuclear program* par Yossi Melman Haaretz du 16 novembre 2008: <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1037539.html>. Le rapport demande à Obama de convaincre Israël de rejoindre un traité universel d'interdiction de la production de plutonium ou d'uranium enrichi pouvant entrer dans la composition des armes nucléaires et à titre intérimaire, d'obliger Israël à suspendre toute production de matières fissiles, obligation assortie d'une procédure de vérification internationale.

6 - "Mme Rice a appelé les Nations Unies à offrir leurs "bons offices" pour régler la question d'une bande de terre connue sous le nom de Fermes de Shebaa" Benny Avni In *Boost to Lebanon's Leader* New York Sun 17 juin 2009 <http://www.nysun.com/foreign/rices-shift-on-shebaa-farms-is-boost-to-lebanons/80113/%20>

7 - L'évacuation du Golan est la 16ème recommandation du rapport de l'*Iraq Study Group*, dit rapport Baker-Hamilton du 6 décembre 2006 "Recommandation no 16 : dans le cadre d'un accord de paix global et solide, les Israéliens doivent restituer le plateau du Golan."

8 - C'est une mesure qui est ouverte si l'on s'en tient à la 17ème recommandation du rapport Baker-Hamilton déjà cité : "Recommandation no 17 : ... des négociations durables qui régleraient les grandes questions juridiques relatives ... au droit au retour..."

9 - Déclaration de Robert Malley, conseiller de Barack H. Obama au Nouvel Observateur du 6 novembre 2008 sous le titre *Le retour de la diplomatie* " Il [Obama] déclarait qu'être pro-israélien ne voulait pas nécessairement dire être pro-Likoud ..."

<http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2296/articles/a387518-.html?xtmc=robertmalley&xtcr=1>

10 – Un important document intitulé *La vision de l'avenir des arabes palestiniens d'Israël* élaboré suite à des consultations au sein du Conseil National des dirigeants des communautés arabes d'Israël en 2006 développe un programme de cette nature et exige pour le mettre en œuvre un financement d'état israélien.

© 2007, 2008 Objectif-info.fr.